TIPASA

Que devient le projet du parc littoral de Sidi-Ghilès ?

Prévu être édifié sur la côte maritime est de la ville de Sidi-Ghilès et au long de la route nationale n°11, au nord-ouest de Tipasa, l'aménagement d'un jardin littoral d'une superficie de 8 hectares sur le site de l'ancienne décharge «Cabrera» jouxtant ce même littoral maritime occupe une importante superficie, qui fut dans le passé une belle étendue sablonneuse, sur laquelle le ressac des vagues faisait entendre son clapotis méditerranéen.

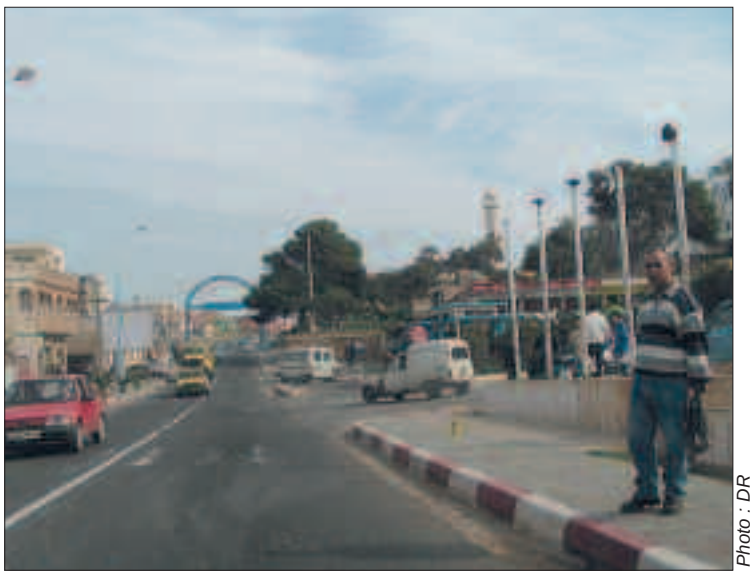

Photo : DR

Cependant, l'importance et l'accumulation progressive, de l'amas des détritus et de déchets urbains sur ce site, ainsi que la proximité d'un abattoir avicole, ont amené les citoyens et les autorités locales à envisager le transfert de la décharge de «Cabrera», pour la délocaliser vers les hauteurs de l'agglomération rurale de Oued El Hammam, au sud-ouest de la ville de Cherchell en la consacrant «décharge des déchets ménagers des communes de Cherchell, Sidi-Ghilès, Hadjret Ennous et Sidi-Simiane».

Il s'avère toutefois, selon l'avis de plusieurs citoyens, que l'initiative du transfert a été une source d'inconfort et de gêne pour la population environnante. Des riverains nous ont affirmé «on a ainsi assisté dans un passé récent à de violentes réactions citoyennes, qui ont exigé une seconde délocalisation de cette décharge».

Ces mêmes sources nous confient «il a été envisagé une nouvelle fois, de procéder à la fermeture de la décharge de Oued El Hammam, et de transférer la quasi-totalité des déchets urbains des habitants des quatre communes vers le centre d'enfouissement technique – CET – de Sidi Rached, situé à 10 kilomètres de Tipasa, en effectuant des rotations aller-retour quotidiennes de près de 100 kilomètres à partir des villes de Hadjret Ennous, de Sidi-Simiane, de Sidi-Ghilès et de Cherchell».

Cependant, certains observateurs avertis estiment que «le problème des moyens de transport de ces déchets urbains sur une telle distance n'est pas économique pour ces communes de la daïra, sachant que le parc automobile des principales communes est insuffisant, inopérant ou très vétuste», cela d'une part.

En marge de ces réactions sur l'état des lieux de l'environnement, plusieurs citoyens dressent un constat inquiétant concernant ce statu quo et le retard pris dans la réalisation du parc littoral prévu à Sidi-Ghilès, en s'insurgeant «nous constatons que depuis son adoption et son inauguration par l'ancienne ministre de l'Environnement en 2012, ce projet de parc littoral de Sidi-Ghilès reste à ce jour un immense espace en jachère, clôturé par des tôles», se désolent nos interlocuteurs de voir ce lieu «inutilisé et à l'abandon». Rappelons, en outre, que ce projet qui a déjà quatre années d'âge a été destiné pour être complété par l'aménagement d'un parc citadin de 23 hectares sis à Tipasa, en milieu urbain, et devant être prévu constituer un haut lieu de détente pour les familles, les estivants, notamment les écoliers et les collégiens afin d'édifier un ensemble destiné à valoriser l'image urbaine de la ville en matière d'espaces verts.

Houari Larbi

SIDI-BEL-ABBÈS

Un feu de forêt provoque l'explosion de 5 bombes artisanales

Le week-end dernier, cinq bombes artisanales ont explosé sous l'effet de la chaleur engendrée par un feu de forêt déclaré à la limite de Sidi-Bel-Abbès avec la wilaya de Mascara. Selon nos sources, la forêt de Ktarnia a pris feu il y a quelques jours et les flammes ont dévasté des centaines d'hectares de pin d'Alep, un brasier qui a mobilisé beaucoup de monde pour son extinction. En effet, le gigantesque incendie s'est soudainement déclaré dans la forêt très dense de Bouten (Ktarnia), plus exactement dans le lieudit «Khrichfa» mettant à l'action pour son extinction les éléments de la Conservation des forêts, de la Protection civile et des autorités locales pour tenter de limiter les dégâts.

Toute cette force a permis de circonscrire le brasier uniquement en surface puisque cinq bombes artisanales enfouies certainement par les terroristes qui sévissaient dans la région ont soudainement explosé. Fort heureusement, les acteurs dans cette lutte contre le feu étaient assez éloignés du brasier.

Aucune victime n'est à déplorer hormis des véhicules d'intervention calcinés par les flammes.

A. M.

AÏN DEFLA

2 ans sans eau au douar Cheikh Benyahia

La fraction Cheikh Benyahia située, à 11 km à l'est du chef-lieu de la commune d'El Attaf dont elle relève, et à 4 km à l'ouest de Rouina, est privée d'eau potable depuis plus de 2 ans et se trouve ainsi confrontée au calvaire d'aller s'approvisionner à qui mieux mieux chacun selon ses moyens et ses disponibilités.

Selon les habitants, le douar est doté d'une vieille citerne métallique, fixe, d'une capacité très réduite, insuffisante pour la satisfaction des besoins de la petite localité. Face à cette insuffisance, chacun s'est branché à la citerne et, de ce fait, le contenu de la citerne s'épuise très vite et un habitant sur 2 ne reçoit même pas une goutte. Certains se croyant plus futés que d'autres se sont branchés directement à l'amenée d'eau vers la citerne et ainsi, même la citerne, ne recevait plus d'eau privant ainsi tous ceux qui avaient placé des tuyaux. Un esprit malintentionné, par réaction a injecté de l'huile de vidange directement dans la canalisation de l'amenée d'eau privant ainsi toute l'agglomération du précieux et vital liquide. A partir de là, chacun s'est rabattu sur l'achat de l'eau potable à des revendeurs à raison de 200 DA la petite citerne, à Rouina, à 4 km de là ou bien d'ailleurs. Face à cette situation, des habitants n'ont pas manqué de réagir, en effectuant des démarches auprès de la municipalité, de la daïra et même de la wilaya nous a-t-on confié. «Toutes nos démarches, tous nos écrits sont restés sans écho», nous a-t-on répondu.

Le calvaire devenant insoutenable, des habitants s'interrogent «faudra-t-il, pour avoir de l'eau que nous dressions des barrages et brûlions des pneus sur la RN 4, que l'on recourt à la violence pour qu'on nous entende et que notre problème soit pris en charge et solutionné ?»

Autre réaction citoyenne relevée «on ne se rappelle de nous qu'à l'approche des échéances électorales pour nous servir de belles promesses qui resteront vaines, mensongères, sans scrupules, disparaissant après coup durant toute la durée de leur mandat».

Karim O.

OUM-EL-BOUAGHI

La forêt de Aïn Sedjra menacée par l'abattage clandestin

Décidément le phénomène de l'abattage clandestin des arbres de la forêt de Aïn Sedjra semble résister à toutes les forces, sinon comment expliquer ce mutisme total affiché par les responsables sensés défendre ce patrimoine d'une grande importance et d'impact, aussi bien sur la nature que sur le plan écologique.

Cette forêt, d'âge millénaire, située tout le long de la RN°10 entre Aïn Beida et la Meskiana, est victime d'agression barbare par des êtres humains inconscients qui viennent la déplumer d'une façon sauvage sans qu'ils soient inquiétés ; pire encore, ces indues personnes se sont implantées fortement en y installant des équipements de coupe à large rendement puisque des centaines d'arbres sont décimés chaque jour.

Pour rappel, les organes de presse sont harcelés à maintes reprises par l'association «Addem» qui surveille de près tout ce qui a rapport avec la nature, ces journalistes ont signalé ces agressions, mais il semblerait que les responsables ont à chaque fois fait la sourde oreille, la preuve est donnée sur les lieux, puisque ces agresseurs se multiplient par dizaine, notamment en pareille période où le charbon devient un produit très coûteux notamment à l'approche de la fête de l'Aïd du sacrifice. Nous le disons à haute voix, la forêt de Aïn Sedjra, seul poumon de la région des «Haracta» est en danger, et la responsabilité de tous est fortement engagée ; il incombe à tous les responsables et à tous les niveaux de stopper ce massacre qui vient à bout de centaines d'arbres âgés de dizaines d'années.

Ces massacreurs ont même «amélioré» leur façon de «tuer» ces richesses en utilisant des tronçonneuses pour doubler de férocité contre ces arbres dans le seul but de produire du charbon, il n'y a qu'à voir les boulevards de la ville de Aïn Beida pour mesurer l'importance de ces crimes contre la forêt, d'ailleurs ce produit, le charbon, dépasse même les frontières de la wilaya pour attérir à Constantine, distante de plus d'une centaine de kilomètres sans que ces massacreurs ne soient interceptés par les services de contrôle.

L'un des organes de presse a diffusé il y a de celà deux ans un documentaire qui démontre la dimension de ces abattages clandestins, mais les responsables en charge de ce patrimoine sont restés insensibles à ce sujet.

L'association pour le développement durable et l'écologie militante Addem présidée par M. Bendada M., la seule au niveau locale qui a pu s'imposer à l'échelle nationale et internationale grâce aux multiples activités ayant trait avec la nature, notamment les forêts et autres espaces verts, d'ailleurs à chaque fois que ces sites sont menacés ou agressés, Addem ne ménage aucun effort pour alerter à grande échelle les responsables locaux.

Pour ce qui est de l'abattage de la forêt de Aïn Sedjra dont le massacre reprend de belle manière chaque année en pareille période, l'associaition Addem réagit énergiquement en utilisant tous les canaux pour diffuser le danger qui menace de disparition cette richesse d'intérêt national. De par son importance et sa physionomie écologique, la forêt de Aïn Sedjra qui allonge la RN10 reliant Aïn Beida à la wilaya de Tébessa a été choisie par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour l'implantation d'un projet pluridisciplinaire des sports et dont les travaux ont été déja lancés depuis plus d'une année.

Ce projet servira, selon sa fiche technique, de centre de regroupement des équipes nationales pour plusieurs disciplines.

Moussa Chtatha

GUELMA

Un marché informel de fruits et légumes s'installe près de la cité Khalla

Les commerçants réglementés des fruits et légumes de Guelma déplorent la recrudescence du phénomène des marchands informels, qui persiste en dépit du dispositif déployé par les pouvoirs publics. Il s'agit vraisemblablement d'un fléau qui constitue une vraie menace pour les commerces réglementés à Guelma.

Des marchands ambulants envahissent ces derniers jours certains axes routiers et même des quartiers du centre-ville pour écouler leur marchandise. Le prolongement du boulevard de la Sonacome, avoisinant la cité Khalla, aux environs immédiats de Guelma, se transforme en un grand marché de fruits et légumes à ciel ouvert. C'est à partir de 16 h, que les marchands ambulants s'installent. Ils étalent leurs produits et squattent la chaussée jusqu'au soir. Les citoyens peuvent bien remarquer qu'il s'agit d'un commerce informel.

Les visiteurs trouveront surtout les fruits d'été et la pomme de terre, qui provient essentiellement de la région de Constantine. Dans ce carrefour très fréquenté, la cohabitation entre ces squatteurs de la voie publique et les véhicules et automobilistes devient très dangereuse. C'est une véritable gêne pour la circulation et la sécurité des riverains, qui occasionnent des embouteillages durant tout l'après-midi.

Ce commerce informel au boulevard de la cité Khalla enregistre chaque jour de nouveaux adhérents. Il faut dire qu'à Guelma, il n'y a plus aucun endroit qui échappe aux vendeurs ambulants et autres commerçants informels.

Noureddine Guergour